

### ACTUALITÉ

Page 4

#### ■ Éclairage

Olivia Dufour

**Réforme des seuils : le H3C dénonce des risques pour l'intérêt général**

### DOCTRINE

Page 7

#### ■ Constitutionnel

Jean-Éric Schoettl

**Questions sur la modification du régime électoral parlementaire**

### JURISPRUDENCE

Page 19

#### ■ Régimes matrimoniaux

Damien Sadi

**Le sort des dividendes de parts sociales non négociables en régime de communauté (Cass. 1<sup>er</sup> civ., 28 mars 2018)**

### CHRONIQUE

Page 23

#### ■ Contrats spéciaux

Par le Centre de droit privé et public des obligations

et de la consommation - Université Savoie Mont Blanc

Sous la responsabilité d'Hélène Claret et David Bailleul

**Chronique de contrats spéciaux (3<sup>e</sup> partie)**

### CULTURE

Page 30

#### ■ Exposition

Nicole Lamothe

**L'avant-garde russe à Vitebsk, 1918-1922**

Page 31

#### ■ Bibliophilie

Bertrand Galimard Flavigny

**Fromentin : un roman comme un tableau**

## ACTUALITÉ

### Éclairage



## Réforme des seuils : le H3C dénonce des risques pour l'intérêt général

136v5

Olivia DUFOUR

Le Haut conseil du commissariat aux comptes (H3C) a publié le 28 mai dernier le contenu de sa contribution présentée le 15 mai dernier devant la commission en charge de formaliser la réforme des seuils d'audit. Il y dénonce les risques pour l'intérêt général d'exclure « un très grand nombre d'entreprises » du regard « avisé d'un professionnel, totalement indépendant d'elles » et préconise quatre mesures pour limiter les conséquences potentiellement néfastes de cette réforme.

Le H3C s'inquiète des conséquences pour l'intérêt général du relèvement des seuils d'audit obligatoire en France qui devraient passer de 2 à 3 millions d'euros de chiffre d'affaires selon les formes juridiques à 8 millions, ce qui correspond à un alignement sur le seuil européen. Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, à l'origine de la réforme dans son projet de loi PACTE, entend ainsi alléger les formalités pesant sur les petites entreprises et les dispenser du coût d'un audit. Il s'appuie sur un rapport de l'Inspection générale des finances, publié en mars dernier, qui affirme que les commissaires aux comptes n'ont pas démontré leur utilité dans les petites entités. Ils n'apporteraient aucune valeur ajoutée significative sur la fiabilité des comptes ni sur la sincérité des déclara-

tions fiscales, pas plus qu'ils ne seraient d'un apport notable concernant l'accès au crédit et la prévention des difficultés. Ce rapport a ému les professionnels notamment en raison de certaines erreurs de raisonnement, par exemple celle consistant à mesurer l'efficacité du commissaire aux comptes à l'importance du nombre de réserves qu'il émet dans les comptes, alors qu'au contraire c'est par son action en amont de la certification qu'il limite les refus de certifier ou les certifications avec réserves. Au-delà de ces questions techniques, les professionnels ont eu le sentiment qu'on les insultait bien inutilement car ils étaient prêts à réfléchir avec le ministère à une redéfinition des seuils d'audit en France.

Suite en p. 4

Édition quotidienne des Journaux Judiciaires Associés

petites-affiches.com

Petites **a**ffiches

annonces@petites-affiches.com  
Tour Montparnasse 33, avenue du Maine - 75015 Paris  
Tél. : 01 42 61 56 14

gazettedupalais.com

 Gazette du Palais

annonceslegales@gazette-du-palais.com  
12, place Dauphine - 75001 Paris  
Tél. : 01 44 32 01 50

le-quotidien-juridique.com

Le  
Quotidien  
Juridique

annonces@le-quotidien-juridique.com  
12, rue de la Chaussée d'Antin - 75009 Paris  
Tél. : 01 49 49 06 49

lalo.com

La Loi  
ARCHIVES COMMERCIALES DE LA FRANCE

loiannonce@lalo.com  
Tour Montparnasse 33, avenue du Maine - 75015 Paris  
Tél. : 01 42 34 52 34